

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.438
9 février 1988

Original : FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT TRENTE-HUITIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 9 février 1988 à 10 heures

Président : M. Harald ROSE (République démocratique allemande)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 438ème séance plénière de la Conférence du désarmement. Je voudrais tout d'abord souhaiter chaleureusement la bienvenue, au nom de la Conférence, à M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, qui va suivre aujourd'hui nos débats. Je tiens à lui exprimer notre gratitude pour son précieux concours en ce qui concerne les questions de fond relatives au désarmement et, en particulier, pour les préparatifs de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ainsi que pour les services efficaces qu'il assure à la Conférence. Nous lui souhaitons un séjour fructueux à Genève.

Conformément à son programme de travail, la Conférence entendra les allocutions des orateurs inscrits et continuera d'examiner la question de la création d'organes subsidiaires au titre des points de son ordre du jour ainsi que d'autres questions d'organisation. Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme je l'ai annoncé à la 436e séance plénière, la Conférence sera saisie aujourd'hui, pour adoption, du rapport du Comité spécial des armes chimiques; elle devra également prendre une décision à propos du rétablissement de ce même Comité et de la nomination de son président. Il nous faudra examiner aussi un certain nombre de demandes de participation de la part d'Etats non membres. En conséquence, après que la liste des orateurs aura été épuisée, nous tiendrons une réunion officieuse pour examiner ces questions, avant de prendre les décisions requises en plénière.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Yougoslavie, de l'Argentine et des Etats-Unis d'Amérique. Je donne maintenant la parole au représentant de la Yougoslavie, l'Ambassadeur Kosin.

M. KOSIN (Yougoslavie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de février. Nos deux pays entretiennent depuis longtemps des rapports d'amitié auxquels nous attachons un grand prix. Nous sommes certains que votre longue et vaste expérience de la Conférence nous sera utile et nous aidera à commencer nos travaux rapidement et sans heurts.

Je tiens aussi à féliciter l'Ambassadeur Morel, de la France, pour les sages conseils qu'il a su nous donner durant le dernier mois de la session de 1987 et pendant l'intersession.

Notre délégation voudrait se joindre à tous ceux qui ont exprimé leur profonde douleur et offert leurs condoléances à la délégation du Royaume-Uni devant la disparition du très regretté Ambassadeur Ian Cromartie.

Je tiens par ailleurs à remercier le Secrétaire général de l'ONU pour son message qui a été transmis par son représentant personnel, l'Ambassadeur Miljan Komatina.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Je salue chaleureusement les nouveaux chefs de délégation à la Conférence, l'Ambassadeur de Montigny, du Canada, l'Ambassadeur Elaraby, de l'Egypte, l'Ambassadeur Azikiwe, du Nigéria, l'Ambassadeur Sujka, de la Pologne, et l'Ambassadeur Solesby, du Royaume-Uni. Ils pourront compter sur mon entière coopération et celle de la délégation yougoslave dans l'accomplissement des tâches importantes que devra accomplir la Conférence.

En même temps, la délégation yougoslave voudrait remercier les Ambassadeurs qui nous quittent, MM. Beesley, Alfarargi, Tonwe et Turbanski, de la contribution qu'ils ont apportée à nos travaux au cours des années précédentes.

La Conférence a eu également l'honneur d'entendre les allocutions prononcées par les Ministres des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, de l'Indonésie, de la Hongrie, de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne. Je tiens à exprimer la gratitude de ma délégation pour les efforts qu'ils ont faits afin de contribuer à nos travaux.

L'année écoulée a été marquée par plusieurs événements importants qui se situent dans la perspective de ces objectifs à long terme que sont la cessation de la course aux armements et le passage au désarmement. Il semble que nous puissions envisager l'avenir avec un optimisme certain et nous attendre à de nouveaux progrès.

Le principal facteur de cette évolution positive est à l'évidence la convergence croissante de vues et d'intérêts des deux principales puissances en ce qui concerne de nombreuses questions importantes relatives au désarmement.

Indubitablement, l'accord américano-soviétique sur le démantèlement et la destruction des missiles nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée est au centre de cette évolution.

Nous pouvons ne pas être d'accord avant de savoir si cet accord a effectivement créé un climat de sécurité qualitativement nouveau. Sa valeur réelle, toutefois, réside avant tout dans le fait qu'il s'agit là du premier accord relatif au désarmement nucléaire et du premier pas - c'est à tout le moins notre attente - dans le processus du désarmement nucléaire. Pour la toute première fois, les deux puissances militaires les plus importantes du monde sont convenues d'éliminer complètement certaines catégories d'armes nucléaires, plutôt que de réduire ou de limiter simplement leurs arsenaux. Ce fait sera peut-être crucial en ce qu'il favorisera de nouveaux efforts dans cette voie.

Sans aucun doute, ce pas extrêmement important sert les intérêts et répond aux vœux de la communauté internationale tout entière, qui est toujours plus consciente du risque croissant de voir la course aux armements s'intensifier. Cet accord est donc perçu comme l'amorce d'une nouvelle approche du désarmement fondée sur la coopération et d'une reconnaissance de l'idée qu'un accroissement des armes diminue la sécurité plutôt qu'il ne l'augmente. Le traité qui a été signé renforce la sécurité et la stabilité, non seulement en Europe et en Asie, mais dans le monde tout entier.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Mon pays a accueilli cet accord avec une vive satisfaction. A cette occasion le Président yougoslave a adressé au président Reagan et au Secrétaire général Gorbatchev des messages de félicitation où il a exprimé sa gratitude et offert son appui. Il y soulignait que de telles entreprises étaient la meilleure preuve que le désarmement et l'amélioration des relations internationales n'étaient pas seulement nécessaires, mais aussi possibles. En outre, il se disait convaincu que cet accord serait conservé par l'histoire comme étant celui qui devait ouvrir la voie à une nouvelle période de négociations sur les plus grands problèmes auxquels le monde devait faire face aujourd'hui et, à titre prioritaire, sur le désarmement et les difficultés économiques et de développement.

Tout en reconnaissant pleinement le mérite des deux puissances signataires, la délégation yougoslave estime qu'elles doivent aussi d'avoir conclu l'accord FNI aux efforts déployés globalement par les membres de la communauté mondiale, qui n'ont pas cessé d'être unis dans l'appel au désarmement, surtout dans le domaine nucléaire. Le désarmement intéresse chacun et entraîne la responsabilité de tous. Les négociations bilatérales et multilatérales font partie d'un processus unique dans lequel elles se complètent et se renforcent mutuellement. On ne devrait pas oublier que, quel que soit l'échelon auquel les pourparlers sur les accords de désarmement sont entrepris ou l'instance devant laquelle ces négociations se déroulent, il est nécessaire d'y faire participer tous les Etats, et ces derniers ont l'obligation d'y prendre part dans la mesure de leurs possibilités. En fait, il devient toujours plus évident que la sécurité générale ne peut reposer sur des systèmes fermés et encore moins sur des systèmes unilatéraux, et que l'idée de la coopération et de la collaboration gagne du terrain. Aussi importants et nécessaires que soient les accords entre les principales puissances militaires, la sécurité ne peut être ni définie, ni assurée par la seule voie d'une entente entre les blocs militaires.

Les pourparlers bilatéraux entre les Etats-Unis et l'Union soviétique relatifs à des réductions de 50 % des arsenaux nucléaires stratégiques et aux obligations découlant du Traité ABM constituent l'un des projets les plus ambitieux qu'il ait jamais été envisagé d'entreprendre en matière de négociations. Ils ont repris, et leur aboutissement - c'est ce qu'attend la communauté internationale - serait un pas décisif dans la voie vers un monde moins armé, sinon tout à fait exempt d'armes. Nous attendons aussi que les négociations sur les armes nucléaires tactiques et les armements classiques commencent dans un proche avenir.

La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement a marqué le commencement d'un processus dans lequel la communauté internationale, à plus long terme, cherchera à renforcer la sécurité générale en s'attaquant aux problèmes majeurs de développement qui, dans le monde actuel, réclament d'urgence son attention. Car, aussi vital que soit le désarmement pour que nous puissions vivre dans un monde plus sûr, il ne suffira pas à lui seul à garantir la stabilité et la paix à l'échelle mondiale. En d'autres termes, les problèmes de développement auxquels se heurtent tant les pays développés que les pays en développement et

(M. Kosin, Yougoslavie)

l'interdépendance de ces problèmes ont une incidence croissante sur la sécurité collective et individuelle, cependant que les sociétés humaines ne pourront y apporter de solution fondamentale tant que la course aux armements continuera comme auparavant.

Si elle se maintient et se manifeste dans d'autres problèmes mondiaux et d'autres situations particulièrement critiques, cette évolution positive ne peut que favoriser les efforts déployés globalement en vue de parvenir au désarmement aux échelons régional, sous-régional ou multilatéral. Les premiers pas importants vers le désarmement et l'adoption de mesures parallèles ont été faits, mais nous ne devons pas oublier pour autant que ce processus est encore fragile et que la course aux armements continue, principalement sur le plan de la recherche de nouveaux types d'armes et de la modernisation des arsenaux existants. Il ne serait pas logique que la réduction des armements dans une région soit compensée par leur accroissement dans une autre région, ou qu'une catégorie d'armes, une fois détruite, soit remplacée par une autre. C'est uniquement par un processus constant de désarmement global que nous avons des chances d'enregistrer de réels progrès dans ce domaine vital des relations internationales.

C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de renforcer les démarches multilatérales et le rôle des instances multilatérales qui sont irremplaçables dans ce processus. Je pense à la fonction centrale accomplie par l'Organisation des Nations Unies et plus spécialement au rôle de notre Conférence, en tant qu'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement. Après dix ans ou presque d'existence sous sa forme actuelle, conduisant ses travaux dans un climat international depuis longtemps peu favorable dans l'ensemble, notre Conférence est parvenue à assurer la continuité du dialogue. Elle s'est efforcée de jeter les bases en vue de réaliser les objectifs pour lesquels elle a été créée, en procédant notamment à des échanges de vues quant au fond et en effectuant un travail préparatoire très utile. A tout bien considérer, la Conférence a eu un effet positif - elle nous a aidés à mieux comprendre les problèmes de désarmement et à prendre conscience de la nécessité qu'il y avait d'accomplir les tâches à elle confiées.

Cependant, force est de constater que la Conférence n'a même pas été en mesure d'engager des négociations sur le désarmement nucléaire, bien que cela soit l'un des objectifs prioritaires dont il avait été convenu dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Par ailleurs, le fait même d'avoir inscrit ces questions à l'ordre du jour de cet organe de négociation qu'est la Conférence suppose non seulement que l'on accepte la compétence de cette dernière, mais encore que l'on adopte une démarche de négociation au sens le plus large du terme. La délégation yougoslave ne saurait admettre aucun argument sur lequel on s'appuierait pour dénier à la Conférence le droit de négocier sur les questions de désarmement nucléaire qui sont des problèmes clefs de la sécurité mondiale. Il est évident que les grandes puissances ont une responsabilité particulière à cet égard. On est aussi en droit d'attendre que tous les pays, surtout les puissances nucléaires, contribuent à écarter le danger nucléaire, qui est le même pour tous.

(M. Kosin, Yougoslavie)

La délégation yougoslave juge inadmissible que l'on veuille accorder à la Conférence un rôle marginal dans la prévention d'une course aux armements dans l'espace, car le progrès de notre civilisation au cours des décennies qui suivront dépendra des utilisations pacifiques de l'espace.

Cela dit, je ne voudrais pas minimiser l'importance des progrès enregistrés au sein de la Conférence dans l'élaboration d'une convention interdisant les armes chimiques, car ils sont notables. A notre avis, toutes les conditions nécessaires sont réunies pour que la Conférence puisse faire les efforts qui s'imposent en vue de mener à bien les négociations dans un avenir prévisible. Le plus tôt sera le mieux. La conclusion d'une convention sur les armes chimiques non seulement délivrerait le monde de ces armes barbares, mais encore pourrait servir de modèle à bien des égards pour l'adoption d'autres accords.

Les faits nouveaux que j'ai mentionnés au début de mon intervention, et qui ont abouti à un élargissement et à un approfondissement sans précédent du dialogue, ne devraient pas obscurcir la réalité complexe à laquelle nous sommes confrontés : parallèlement à l'amélioration des rapports politiques entre l'Est et l'Ouest - où la démarche globale à l'égard du désarmement occupe une place prééminente - il subsiste des mouvements et des attitudes tendant à imposer de vieux remèdes aux problèmes de sécurité. La conscience accrue du danger commun n'a malheureusement pas conduit à une modification fondamentale du système des relations internationales. Cette évolution parallèle vers le positif et le négatif se maintiendra sans doute pendant un certain temps encore. Le prochain grand rassemblement international prend de l'importance, car il est appelé à rendre irréversible cette évolution positive des rapports entre l'Est et l'Ouest, à l'étendre à toutes les régions du monde et à apporter un début de solution aux principaux problèmes mondiaux auxquels l'humanité est confrontée.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement devrait inciter de nouveau la communauté mondiale à axer ses activités sur l'élargissement du consensus international, le renforcement des liens dictés par l'intérêt commun et la promotion d'une coopération internationale dans tous les domaines. Sans perdre de vue l'objectif ultime, tel qu'il est défini dans le Document final de la première session extraordinaire, la troisième session devrait, à notre avis, être orientée vers l'avenir et prendre en considération toutes les réalités existantes de notre monde. Elle devrait tracer une ligne de conduite en dégagant des mesures pragmatiques et réalisables dans les domaines où le progrès est possible et où une action internationale immédiate devrait être couronnée de succès. La troisième session extraordinaire contribuerait ainsi à nous faire mieux comprendre l'état actuel du développement, ainsi qu'à favoriser et à étendre le dialogue qui s'est instauré. C'est par une telle démarche que cette session parviendrait à trouver certains concepts communs en matière de désarmement et à mobiliser effectivement l'opinion.

Dans ces circonstances, nous ne devrions ménager aucun effort afin que, durant le peu de temps qui nous reste avant l'ouverture de la session extraordinaire, notre Conférence puisse contribuer d'une manière adéquate au succès des travaux de cette session.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Le mieux serait d'achever autant que possible le projet définitif de convention sur les armes chimiques. Nul doute qu'il reste encore beaucoup à faire pour y arriver, mais il conviendrait à tout le moins d'intensifier les négociations et d'éviter tout acte ou comportement susceptible d'accentuer la méfiance et de remettre en question les points sur lesquels un accord est déjà intervenu.

Il est un autre domaine où, dans les circonstances actuelles, nous devrions être à la hauteur du mandat qui nous a été confié : ce sont les dispositions à prendre pour traiter sur un plan plus élevé des questions relatives au désarmement nucléaire et pour prévenir une course aux armements dans l'espace. Il est grand temps, en effet, que la Conférence du désarmement réaffirme son rôle et ses responsabilités en tant qu'organe de négociation. Dans cette optique, la Conférence devrait en premier lieu engager des travaux quant au fond sur une interdiction des essais des armes nucléaires. Si nous admettons dans une certaine mesure qu'une démarche graduelle et bilatérale offre des possibilités à cet égard, il faut que l'objectif final reste la conclusion d'un traité multilatéral sur une interdiction complète des essais. La nécessité d'une telle interdiction est universellement reconnue. Il ne saurait y avoir de raisons valables de limiter cet objectif. Il s'agit d'une question politique que l'on ne peut éviter de régler en arguant de la technique, car dans nul autre domaine les moyens de vérification ne sont aussi fiables.

Si elle arrêta définitivement un Programme global de désarmement pour en saisir l'Assemblée générale à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, la Conférence répondrait au désir qu'a la communauté internationale d'étayer le consensus sur une limitation de la course aux armements à l'échelle mondiale.

Il va sans dire que c'est principalement en ayant la volonté politique de transformer la Conférence en un véritable organe de négociation et le désir réel d'élaborer et de conclure des accords que nous pourrions accroître son rôle et son efficacité. Il serait aussi nécessaire à cette fin d'écarter tous les obstacles, que ce soit sur le plan de la procédure ou dans d'autres domaines. Les propositions faites l'année dernière par le groupe des sept ambassadeurs choisis parmi tous les groupements de délégations à la Conférence contribuent dans une large mesure à la réalisation de cet objectif. Les travaux de ce groupe revêtent une importance particulière à l'approche de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, qui se penchera certainement sur les mécanismes multilatéraux de délibération ou de négociation. Le groupe est donc censé étendre ses travaux à tous les problèmes liés au fonctionnement de la Conférence, en se fondant sur les propositions existantes et nouvelles. La Conférence, pour sa part, devrait appuyer et encourager les travaux de ce groupe en appliquant ce qui a été convenu et en préconisant une approche plus large. Cela permettrait à la Conférence de devenir ce qu'elle devait être - une instance de négociation multilatérale au sens le plus large.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Par ce dialogue plus approfondi sur les questions politiques et de sécurité et par l'élaboration de formes plus avancées de coopération dans des domaines et problèmes qui, il y a à peine quelques années, semblaient très difficiles, nous entrons peut-être dans une nouvelle phase de réalisation de l'objectif commun auquel tendent nos efforts conjoints. Bien entendu, ce dialogue continu n'est pas un but en soi, mais une voie qui nous conduira à des solutions dans tous les domaines des affaires internationales. Nous devrions tous agir en conséquence et viser à modifier le climat de la sécurité. Nul ne pourra décliner sa responsabilité en cas d'échec. La démarche multilatérale s'impose absolument dans un monde toujours plus interdépendant où toutes les questions de sécurité et de désarmement ont une dimension multilatérale.

Dans deux semaines, la Yougoslavie accueillera à Belgrade une réunion de ministres des pays balkaniques. Ce sera la première fois que les ministres des affaires étrangères de tous les pays balkaniques prendront place à la même table et discuteront des moyens de promouvoir une coopération entre leurs pays dans tous les domaines. Cette fois, les différences séparant les blocs, les groupes idéologiques et autres n'ont fait aucunement obstacle à une telle réunion. Nous sommes profondément convaincus que des réunions de ce genre contribuent aux travaux de notre Conférence et rendent plus réalisables les buts auxquels nous souscrivons tous.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Yougoslavie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées au Président et à son pays. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Cámpora.

M. CÁMPORA (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Nous avons plaisir à souligner l'heureuse coïncidence qui fait que la session de 1988 de la Conférence du désarmement s'ouvre sous votre présidence.

Nous estimons que c'est une heureuse coïncidence parce que le premier mois de la session est très important pour donner une impulsion et une orientation à la tâche qui va s'accomplir pendant le reste de l'année. Il est donc heureux que la présidence revienne en cette occasion à un représentant qui, comme vous, est fermement convaincu du rôle que doit jouer la Conférence du désarmement. Nous sommes bien conscients du fait que vous avez sans relâche soutenu qu'il convenait d'intensifier les travaux de base de la Conférence, c'est-à-dire négocier des accords de désarmement sur les questions qui sont inscrites à son ordre du jour. Nous vous souhaitons, Monsieur le Président, tout le succès possible dans la réalisation d'un objectif aussi difficile à atteindre et nous vous offrons notre collaboration à cette fin.

Nous adressons à l'Ambassadeur Morel nos remerciements pour la finesse avec laquelle il a rempli sa tâche de Président pendant la période où il fallait élaborer et adopter le rapport annuel et le présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Ambassadeur s'est acquitté de manière impeccable de cette responsabilité et il mérite pour cela tous nos éloges.

(M. Cámpora, Argentine)

Je voudrais pour ma part dire la tristesse que j'ai ressentie à l'annonce du décès de l'Ambassadeur Cromartie, à qui nous devons une profonde reconnaissance, en particulier pour sa remarquable contribution aux négociations sur la convention qui interdira les armes chimiques; nous ne sommes pas près d'oublier son fin talent de diplomate.

La session s'ouvre en la présence de nouveaux représentants et nous souhaitons la bienvenue aux Ambassadeurs Azikiwe, du Nigéria, Elaraby, de l'Egypte, Solesby, du Royaume-Uni, Marchand, du Canada, Sujka, de la Pologne et Nasser, de l'Iran.

Nous saluons aussi la présence de M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, dont le dévouement et le dynamisme sont pour nous une garantie de très haute qualité dans les services et l'assistance fournis par le Secrétariat.

Les relations entre Etats à un moment donné constituent un ensemble qui pèse sur les travaux de la Conférence du désarmement et en conditionne le déroulement. C'est dire que, lorsque la vie internationale est en proie aux tensions, il est très difficile de faire avancer les questions liées au désarmement. Aussi faut-il, en ce début de la session de 1988, que nous fassions le bilan de la situation internationale pour prendre la mesure des progrès que nous pouvons accomplir dans nos négociations.

On sait que de 1979 à la fin de l'an passé, il n'y a eu aucun accord de désarmement. Il a fallu attendre décembre 1987 pour voir signer le premier traité sur le désarmement - l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique concernant l'élimination des missiles de portée intermédiaire.

Ce traité est le produit d'un dialogue dynamique entre les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui s'est engagé ici même, à Genève, en novembre 1985. Les Etats-Unis et l'Union soviétique avaient alors élaboré une importante déclaration dans laquelle ils renonçaient à la guerre nucléaire, estimant que nul ne pourrait en sortir vainqueur et qu'il ne fallait jamais s'y livrer. Les deux Parties étaient aussi convenues que ni l'une ni l'autre ne rechercherait la supériorité militaire.

En octobre 1986, les deux dirigeants se sont retrouvés à Reykjavik et de cette réunion est née une perception plus claire des possibilités qui s'offraient d'adopter des mesures visant au désarmement nucléaire. C'est sur la base de l'entente à laquelle les Parties sont parvenues dans ces deux réunions qu'a été élaboré le Traité sur l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire qui a été signé à Washington, en décembre 1987.

Il nous faut souligner l'importance de ces rencontres au sommet de Genève, de Reykjavik et de Washington. Elles ont imprimé une orientation qui influe de manière bénéfique sur la vie internationale en réduisant les tensions et en faisant naître l'espoir que s'amorce une phase de détente internationale. C'est ainsi que nous pouvons voir aujourd'hui des conflits régionaux s'engager sur la voie de solutions politiques et un renoncement au recours à la force et à l'affrontement militaire.

(M. Cámpora, Argentine)

Nous observons aussi que les dirigeants des principaux pays de l'OTAN et du Traité de Varsovie se rencontrent de plus en plus souvent pour dialoguer sur des questions dont l'examen conduit à l'amélioration des relations mutuelles et à une plus étroite coopération.

Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, nous sommes convaincus qu'il existe à l'heure actuelle des conditions favorables dans les relations internationales pour faire avancer les questions de désarmement.

La délégation de l'Argentine a étudié attentivement la déclaration commune publiée le 10 décembre 1987 par le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev sur les entretiens qu'ils avaient eus à Washington. Cette déclaration revêt d'autant plus d'importance qu'elle traite de questions diverses intéressant le désarmement et la limitation des armements. Elle représente un véritable programme d'action formulé par les Etats-Unis et l'Union soviétique pour faire avancer leurs négociations sur le désarmement. Les deux parties y exposent clairement leurs objectifs en matière de désarmement nucléaire, en particulier pour ce qui est des armes nucléaires stratégiques, et présentent aussi des idées sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Elles y abordent la question des négociations sur les essais nucléaires et sur les procédures de vérification, et analysent par ailleurs des mesures propres à empêcher la prolifération des armes nucléaires. En outre, elles mentionnent l'accord sur l'établissement de centres de réduction du risque nucléaire.

Cette déclaration touche, dans le cadre des politiques respectives des deux superpuissances en matière de sécurité, aux trois premières questions sur le désarmement nucléaire inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, ainsi qu'à la cinquième, qui a trait à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. La déclaration commune évoque aussi clairement les négociations en cours sur les armes chimiques, soit le quatrième point de notre ordre du jour qui porte sur la convention d'interdiction des armes chimiques. Enfin, elle contient des idées concernant les négociations sur les armes classiques et, dans d'autres sections, mentionne le tour d'horizon qu'ont fait les deux dirigeants à propos des droits de l'homme, des problèmes régionaux et des questions bilatérales.

Les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur le désarmement ont un impact extraordinaire sur les travaux des organes multilatéraux des Nations Unies chargés des questions de désarmement et, en particulier, sur ceux de la Conférence du désarmement.

L'Organisation des Nations Unies a insisté à nombre de reprises sur la complémentarité des instances multilatérales et bilatérales s'occupant de la question du désarmement et il est maintenant reconnu qu'il ne s'agit pas là de compartiments étanches mais, bien au contraire, de vastes vases communicants.

Il est évident que les Etats-Unis et l'Union soviétique participent aux travaux des instances multilatérales; mais il n'en va pas de même en sens inverse. Autrement dit, les instances multilatérales n'ont pas directement accès à ce qui se passe dans les instances bilatérales.

(M. Cámpora, Argentine)

Cette situation était encore aggravée jusqu'ici, pour la Conférence, par le manque d'information où elle se trouvait, faute de recevoir des communications officielles sur l'état des négociations des deux alliances militaires. Aussi tenons-nous à dire notre satisfaction à l'annonce que les Ambassadeurs Friedersdorf et Nazarkine présenteront, comme documents de la Conférence du désarmement, le texte du Traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et celui des trois documents en annexe ainsi que de la déclaration conjointe.

Tout en nous félicitant de cette décision, nous émettons le voeu que nous soient désormais régulièrement adressés des rapports sur le progrès des négociations bilatérales. Nous nous permettons de demander qu'il en soit de même pour les pourparlers de Vienne. La Conférence du désarmement sera mieux à même de s'acquitter de sa mission de négociation multilatérale si on lui fait régulièrement rapport sur ce qui se passe dans les instances bilatérales ou régionales où il est traité de questions de sécurité et de désarmement. A cet égard, il nous est agréable de rappeler que la Conférence du désarmement a reçu de l'Ambassadeur Richard Butler des renseignements détaillés concernant la signature du Traité de Rarotonga. Nous nous permettons aussi de mettre l'accent sur la fidélité avec laquelle les auteurs de l'Initiative des six nations pour la paix et le désarmement nous font parvenir le texte de leurs déclarations.

Informar l'Organisation des Nations Unies et la Conférence du désarmement doit devenir une pratique courante. En ne le faisant pas, on crée des situations délicates comme celle où s'est trouvée l'Organisation lorsqu'ont été parrainés des projets de résolution mentionnant les accords sur la coopération et la sécurité en Europe à propos de mesures propres à accroître la confiance et que le texte de ces accords ne lui avait pas été communiqué.

Comme nous le voyons, la complémentarité des instances bilatérales et multilatérales est une notion dont il est facile de parler mais qu'il est difficile d'appliquer. Cette complémentarité devrait dans tous les cas s'exercer en dehors de toute subordination d'une instance à l'autre. Or, du fait même qu'il existe des superpuissances, le pouvoir est par nature concentré, ce qui fait que les protagonistes ne sont pas disposés à céder sur le plan multilatéral ce qu'ils ne se sont pas montrés prêts à accepter auparavant, lorsqu'ils étaient entre eux. Chacune des superpuissances réglant sa politique de sécurité compte tenu de la politique de sécurité de l'autre, il va de soi qu'elles ne sont disposées à faciliter la conclusion d'accords multilatéraux que dans la mesure où elles sont déjà parvenues à s'entendre à l'échelon bilatéral. Si cette relation dialectique l'emporte, alors nous en arriverons au point où les instances multilatérales deviendront tributaires des instances bilatérales, dont elles seront prisonnières. C'est là une situation qui semblait se confirmer encore récemment, puisque, depuis 1980, le manque de volonté politique au niveau bilatéral, en ce qui concerne la conclusion d'accords de désarmement conditionnait les travaux des instances multilatérales.

Si nous avons jugé nécessaire d'analyser la relation entre les instances bilatérales et multilatérales et les effets qu'elle a sur les unes et les autres, c'est que nous estimons qu'une meilleure intelligence de la question

(M. Cámpora, Argentine)

nous permettrait d'identifier les pierres d'achoppement de la Conférence du désarmement. Nous avons mis tout d'abord en relief la nécessité d'informer régulièrement l'instance multilatérale de ce qui se passe dans les forums bilatéraux ou régionaux. Nous avons aussi fait ressortir que les superpuissances n'étaient disposées à conclure des accords multilatéraux que lorsqu'il y avait entente préalable entre elles.

Il faudrait tenir grand compte de ces deux aspects si l'on veut que la Conférence du désarmement puisse améliorer son action dans le contexte d'une situation internationale qui, comme nous l'avons dit au début de cette intervention, offre actuellement de bonnes perspectives de progrès sur la voie de l'élaboration d'accords multilatéraux de désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Argentine pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées au Président. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Le Comité spécial des armes chimiques soumet aujourd'hui à la Conférence le rapport sur les travaux accomplis pendant les réunions qu'il a tenues durant l'intersession. La délégation des Etats-Unis est heureuse de s'associer à l'adoption de ce rapport (CD/795), qui constitue un nouveau pas en avant dans les efforts déployés dans cette enceinte pour négocier une convention sur les armes chimiques.

Notre délégation voudrait saisir cette occasion pour féliciter le Président du Comité spécial pendant la session de 1987, l'Ambassadeur Rolf Ekéus de la Suède, un des diplomates les plus compétents et les plus avertis de cette Conférence. M. Ekéus et sa talentueuse équipe ont travaillé avec diligence pour faire avancer les travaux du Comité et nous sommes profondément sensibles à leurs efforts. Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude aux coordonnateurs des groupes, M. Nieuwenhuys de la Belgique, M. Macedo du Mexique et M. Krutzsch de la République démocratique allemande, pour leur contribution notoire aux travaux du Comité. Ce dernier rapport du Comité donne une juste image des fruits de leur labeur et constitue une bonne base pour la reprise de nos travaux pendant la session de 1988 de la Conférence.

Les Etats-Unis ont maintes fois demandé à leurs partenaires de négociation s'ils possédaient ou non des armes chimiques et des installations de fabrication d'armes chimiques, et à ceux qui ont répondu affirmativement, ils ont demandé de fournir de plus amples informations sur leurs capacités de production d'armes chimiques. Les Etats-Unis ont donné en 1986 un descriptif des emplacements de leurs stocks d'armes chimiques et des agents qui y sont contenus. Il serait utile, pour mettre au point un mécanisme réaliste de vérification et en estimer les coûts, que d'autres Etats communiquent aussi les mêmes informations. Il faudra disposer de renseignements de ce genre sur l'industrie chimique également.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Le fait que d'autres Etats en soient venus à reconnaître l'utilité de ces divulgations est positif. A cet égard, je tiens à féliciter la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, l'Indonésie et la Hongrie qui ont déclaré formellement, le 4 février en séance plénière, qu'elles ne possédaient pas d'armes chimiques. Je tiens également à féliciter la Hongrie qui a donné un complément d'informations sur sa production à des fins commerciales de produits chimiques visés par la Convention.

La mise au point d'un système de surveillance efficace de l'industrie chimique donnant l'assurance que les activités chimiques non interdites par la Convention ne permettent pas de fabriquer des armes chimiques est un problème complexe, qui exigera encore bien des travaux à la présente session.

L'article VI du projet de convention contient des régimes de surveillance pour trois catégories de produits chimiques considérés comme constituant un risque particulier pour les objectifs de la Convention. Les trois catégories de produits chimiques représentent divers niveaux d'importance sur le plan militaire et, par conséquent, divers niveaux de risque. La rigueur du régime de vérification correspondant à chaque catégorie devrait être proportionnelle au risque constitué par les produits chimiques de ladite catégorie.

Les délégations sont généralement convenues qu'au-dessous d'une certaine quantité ou "seuil", la fabrication, le traitement ou la consommation d'un produit chimique ne constitueront pas un risque significatif pour les objectifs de la convention. Logiquement, le seuil dépendra de la quantité du produit chimique qui serait militairement significatif. C'est ainsi que le seuil devrait être plus bas pour le tableau 1 que pour le tableau 2.

Puisque la notion de seuil est généralement acceptée, plusieurs méthodes ont été proposées pour définir les seuils de fabrication des produits chimiques visés par la convention, parmi lesquels celle des Pays-Bas, du Brésil et de la République démocratique allemande.

Dans le cadre de nos efforts soutenus pour faire progresser les négociations de la Conférence et contribuer aux travaux relatifs à la Convention, je voudrais aujourd'hui présenter la méthode proposée par les Etats-Unis pour fixer les seuils concernant la surveillance des activités chimiques non interdites par une convention. Cette méthode fait l'objet d'un document de travail, qui porte la double cote CD/802 et CD/CW/WP.186.

Dans la proposition des Etats-Unis, contrairement aux autres méthodes, les seuils ne varient pas d'un produit à l'autre dans une liste donnée. Il est envisagé au contraire de fixer un seuil pour chacun des tableaux de produits chimiques.

Etant donné que le texte de la convention sera amélioré, et que l'on se trouvera en particulier devant la nécessité d'ajouter des produits chimiques à la liste ou d'en supprimer, on pourra être amené à modifier les seuils quantitatifs afin de tenir compte de facteurs encore indéterminés. Les seuils suggérés et les régimes de surveillance correspondants devraient donc être considérés pour le moment comme représentatifs plutôt que dans l'absolu.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Ma délégation espère que son document de travail contribuera à faire avancer nos travaux sur cette importante question, et nous rapprochera ainsi de notre objectif qui est une interdiction efficace et vérifiable des armes chimiques acceptée par tous les Etats qui sont capables de fabriquer des armes chimiques.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis d'Amérique et je donne maintenant la parole au représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Meiszter.

M. MEISZTER (Hongrie) (traduit de l'anglais) : En ma qualité de coordonnateur, je voudrais faire une déclaration concernant l'examen du rapport du Comité spécial des armes chimiques.

Je tiens à exprimer la satisfaction du groupe à l'égard du rapport du Comité spécial des armes chimiques sur les travaux effectués du 12 au 29 janvier 1988, qui est publié sous la cote CD/795. Ce rapport, ainsi que ses annexes portant sur des questions de fond, démontrent de façon convaincante l'utilité et le succès des travaux difficiles et complexes mais prometteurs que nous avons réalisés sous la direction compétente de l'Ambassadeur Rolf Ekéus de la Suède. Ses qualités personnelles, son dévouement, sa patience et ses talents de diplomate ne sauraient être surestimés dans le bilan des travaux considérables accomplis et des résultats obtenus l'an dernier.

Je voudrais aussi exprimer ma gratitude aux coordonnateurs pour les groupes de questions, MM. Walter Krutzsch de la République démocratique allemande, Pablo Macedo du Mexique et Philippe Nieuwenhuys de la Belgique, dont les efforts inlassables ont beaucoup contribué aux résultats reflétés dans le rapport. Je tiens également à remercier M. Abdelkader Bensmail, Secrétaire du Comité, Mlle Darby et le personnel du secrétariat, ainsi que les interprètes pour leur zèle infatigable.

Le rapport du Comité spécial présenté le 2 février 1988 par l'Ambassadeur Ekéus reflète le stade avancé des négociations consacrées à une convention sur les armes chimiques. D'importants résultats ont été acquis dans un grand nombre de domaines, tels que la vérification de la destruction des stocks, l'ordre de destruction et les questions concernant la non-fabrication d'armes chimiques, y compris l'industrie chimique. Il reste encore à accomplir certains travaux détaillés afin d'arriver à des résultats qui puissent se traduire concrètement dans le texte du projet de convention.

Des discussions de fond encourageantes se sont déroulées en ce qui concerne l'organisation internationale à créer pour la mise en oeuvre de la convention, y compris les pouvoirs, les fonctions et les rapports entre les divers organes de l'organisation. Nous nous félicitons que ce domaine ait fait l'objet d'un nouveau texte pour l'article correspondant du texte évolutif.

La délégation de l'URSS a présenté l'année dernière des propositions d'importance majeure en ce qui concerne l'inspection par mise en demeure. Des travaux ont été activement entrepris en vue de traduire ces propositions dans les termes d'un traité. Nous nous félicitons que d'importantes questions

(M. Meiszter, Hongrie)

telles que les articles X et XI aient été examinées pour la première fois et nous espérons qu'elles feront l'objet de nouvelles négociations, de même que les autres domaines prioritaires.

Je tiens à assurer la Conférence que le groupe que je représente continuera activement de chercher à résoudre définitivement toutes les questions en suspens, et nous demandons à tous les Etats participants aux travaux du Comité spécial des armes chimiques de se joindre à nous dans un effort commun et, espérons-le, final afin d'obtenir les résultats que la communauté internationale attend de nous tous depuis longtemps.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de la Hongrie. La liste des orateurs est épuisée pour aujourd'hui et je ne vois personne qui souhaiterait prendre la parole.

Comme je l'ai annoncé au début de la matinée, j'ai l'intention de suspendre la séance plénière et de convoquer une réunion officieuse de la Conférence afin d'examiner la question du rétablissement du Comité spécial des armes chimiques et de la nomination de son président, ainsi que les demandes de participation d'Etats non membres.

La séance est suspendue à 11 h 10; elle est reprise à 11 h 20.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 438ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise. La Conférence est maintenant saisie pour adoption du rapport du Comité spécial des armes chimiques, publié sous la cote CD/795. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

A la suite de la réunion officieuse que nous venons de tenir, j'ai maintenant l'intention de saisir la Conférence, pour décision, d'un certain nombre de documents de travail que le secrétariat a distribués aujourd'hui.

La Conférence est donc saisie du document CD/WP.307 intitulé "Projet de décision concernant le rétablissement du Comité spécial des armes chimiques". S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision 1/.

Il en est ainsi décidé.

Je donne la parole au représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Meiszter.

M. MEISZTER (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Nous venons de constater qu'à l'issue de consultations appropriées, vous avez réussi à élaborer une proposition concernant le mandat du Comité spécial des armes chimiques qui

1/ Publié ultérieurement sous la cote CD/805.

(M. Meiszter, Hongrie)

reçoit l'appui de toutes les délégations de la Conférence. Au nom d'un groupe de délégations des pays socialistes, je voudrais vous féliciter de votre diligence et de l'efficacité de vos efforts.

On se rappellera toutefois que différentes positions ont été prises quant au mandat du Comité spécial. Les délégations du groupe au nom duquel je parle auraient préféré un mandat amélioré pour le Comité. Nous pouvons constater un engagement politique croissant visant à accélérer les négociations sur l'interdiction des armes chimiques, qui est partagé par la grande majorité des délégations. Notre groupe répugne à voir dans le mandat quoi que ce soit qui préjuge de l'issue des négociations ou qui impose des limitations injustifiées alors que ces négociations suivent leur cours naturel. Le moins que nous aurions pu faire était de supprimer du mandat le membre de phrase "exception faite de sa rédaction finale".

Notre groupe est en même temps désireux de reprendre dès que possible les travaux de fond et d'éviter tout retard dans les activités du Comité. C'est pourquoi notre groupe - voyant la résistance de certaines délégations à l'égard de toute modification du mandat - a décidé d'accepter le mandat que vous avez proposé, étant entendu que son amélioration sera examinée plus tard selon qu'il conviendra.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de la Hongrie. Je ne vois pas d'autres délégations qui souhaiteraient à ce stade prendre la parole.

En ce qui concerne le rétablissement du Comité des armes chimiques, je voudrais annoncer qu'au cours des consultations officieuses, un consensus s'est dégagé quant à la nomination de l'Ambassadeur Bogumil Sujka, de la Pologne, au poste de président de ce Comité. La Conférence doit donc maintenant se prononcer sur la nomination de l'Ambassadeur Sujka à la présidence du Comité spécial des armes chimiques. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que sa nomination est entérinée.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais adresser à l'Ambassadeur Sujka nos félicitations à l'occasion de sa nomination à la présidence du Comité spécial. Je lui souhaite le succès dans l'exercice de ses importantes fonctions à ce poste.

Je donne la parole au représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Taylhardat.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Au nom du Groupe des 21, dont j'assume actuellement la coordination, je voudrais en premier lieu féliciter l'Ambassadeur Ekéus de l'important travail qu'il a accompli en tant que Président du Comité spécial des armes chimiques. Nous voulons également féliciter les coordonnateurs des groupes de travail du Comité spécial pour l'excellente tâche qu'ils ont effectuée.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Les travaux réalisés en 1987 et durant l'intersession du Comité spécial des armes chimiques ont indubitablement donné un élan vigoureux et définitif aux négociations. De nombreux aspects du projet de convention sur les armes chimiques ont avancé, ce qui laisse prévoir des progrès rapides vers la conclusion des négociations dans ce domaine.

Nous voulons également nous féliciter de la décision qui vient d'être prise à propos du rétablissement du Comité spécial des armes chimiques. Le Groupe des 21 aurait désiré que le mandat de ce Comité soit amélioré de manière que ce dernier puisse travailler avec un objectif plus clair et plus précis visant à achever les négociations et l'élaboration d'un texte définitif de projet de convention. Le Groupe des 21 espère toutefois que, dans le cadre du mandat adopté, on pourra avancer rapidement vers cet objectif.

Au nom du Groupe des 21, je voudrais également féliciter le nouveau Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, et lui souhaiter le succès dans sa tâche. Le Groupe des 21 tient aussi à rappeler à cette occasion qu'il est prêt à continuer de collaborer aux travaux du Comité spécial et à faire tous ses efforts pour que ces travaux soient couronnés de succès le plus rapidement possible.

Je voudrais enfin vous exprimer votre gratitude, Monsieur le Président, pour avoir mené à bien les consultations qui ont abouti au rétablissement du Comité spécial durant la deuxième semaine de notre session, ce qui est de bon augure pour l'efficacité des travaux du Comité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant du Venezuela et je donne la parole au représentant de l'Italie, l'Ambassadeur Pugliese.

M. PUBLIESE (traduit de l'anglais) : Au nom du groupe des Etats occidentaux, je voudrais féliciter l'Ambassadeur Sujka à l'occasion de sa nomination au poste de président du Comité spécial des armes chimiques pour la session de 1988. Nous sommes convaincus que sous sa direction, les travaux visant à conclure dès que possible une convention effective sur les armes chimiques avanceront avec vigueur et efficacité. Il peut compter sur le plein appui de tous les membres du groupe occidental. Nous nous engageons également à soutenir activement les présidents des trois groupes de travail.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de l'Italie. Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, l'Ambassadeur Fan Guoxiang.

M. FAN Guoxiang (Chine) (traduit du chinois) : Je suis très heureux que, sous votre direction, la Conférence ait aujourd'hui décidé en séance plénière d'établir un quatrième comité spécial - le Comité spécial des armes chimiques. Je tiens à exprimer mes remerciements au président sortant de ce Comité, l'Ambassadeur Ekéus. Grâce à sa compétence et à ses patients efforts, de nombreux progrès ont été accomplis dans les travaux du Comité. La délégation chinoise a toujours adopté une attitude positive à l'égard des négociations consacrées à la convention sur les armes chimiques.

(M. Fan Guoxiang, Chine)

Je voudrais aussi présenter mes félicitations au nouveau Président du Comité qui vient d'être nommé, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne. La délégation chinoise et moi-même tenons à l'assurer de notre plein appui dans l'exercice de ses fonctions afin que, grâce aux efforts conjoints de tous les membres du Comité, la convention sur les armes chimiques puisse être conclue sans tarder.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de la Chine. Je donne maintenant la parole au représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Meiszter.

M. MEISZTER (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais féliciter l'Ambassadeur Sujka de la Pologne à l'occasion de son élection au poste très important de président du Comité spécial des armes chimiques dans cette période cruciale. Je le fais au nom d'un groupe de délégations socialistes. Je souhaite à l'Ambassadeur Sujka et aux futurs membres du bureau le succès dans leurs travaux visant à élaborer le plus rapidement possible le texte final de la Convention sur les armes chimiques, et je puis les assurer à cet égard de l'appui du groupe tout entier.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de la Hongrie. Il ne semble pas y avoir d'autres délégations qui souhaiteraient prendre la parole.

Je voudrais passer maintenant aux documents de travail CD/WP.308 à 319, qui portent sur les demandes de participation à nos travaux d'Etats non membres. Ces demandes sont numérotées suivant l'ordre dans lequel le secrétariat les a reçues et concernent les pays ci-après : Norvège, Finlande, Nouvelle-Zélande, Autriche, Irlande, Portugal, Suisse, Zimbabwe, Espagne, Grèce, Danemark et Viet Nam. Comme aucun de ces projets de décision ne soulève d'objections, nous allons les examiner dans leur totalité. Je considère que la Conférence est disposée à les adopter.

Il en est ainsi décidé.

Il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui et je vais donc lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 11 février, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 35.